

plus considérables nous nous sommes trouvés en face de déficits non moins considérables pendant plusieurs années consécutives, l'opposition d'alors demanda à cet honorable ministre de reconsidérer la position et de s'efforcer de protéger plus efficacement notre industrie nationale pour l'empêcher de languir et d'être complètement ruinée. Nous n'avons pas réussi, je ne dis pas à amener l'honorable ministre à cette conclusion, car j'ai quelque raison de croire qu'il avait des doutes très forts et très nombreux sur cette question, mais dans tous les cas nous n'avons pu changer la politique des hommes qui réglaient alors les destinées du Canada. C'est un fait bien connu que la question de la protection fut le principal article du programme conservateur aux élections générales de 1878. De retour au pouvoir, les conservateurs qui s'étaient engagés à encourager et à protéger les industries du Canada, autant qu'il serait en leur pouvoir, exposèrent leur programme par l'entremise de sir Leonard Tilley, dont l'absence est profondément regrettée, j'en suis certain, par les membres des deux côtés de cette Chambre,—et je n'hésite pas à dire que le succès de cette politique exposée à plusieurs reprises et mûrie avec le temps a su mériter la confiance d'une grande partie du public jusqu'à ce jour.

L'exposé si complet de nos finances fait par sir Leonard Tilley et par mon honorable ami qui occupait le poste de ministre des finances il y a un an m'exempte d'établir une comparaison entre les années qui ont précédé cette politique de protection et celles qui l'ont suivie, mais il me sera permis d'appeler un instant l'attention de la Chambre sur le fait qu'il s'est produit un grand changement d'opinion dans l'esprit des économistes comme question abstraite d'économie politique. Personne de ceux qui ont suivi avec soin les progrès des événements publics et de l'opinion publique, ne peut ignorer qu'il s'est produit un changement très marqué dans tous les pays sur cette question. Aux Etats-Unis on tient peut-être avec plus de tenacité que jamais au principe de la protection. En Angleterre, où c'était une hérésie que de donner à entendre quelque chose dans ce sens il y a quelques années, même à l'époque dont j'ai parlé, il s'est produit un grand changement dans l'opinion publique. Le professeur Sedgewick, membre du collège de la Trinité, de l'université de Cambridge, le même qui à la grande réunion de l'Association Britannique en 1886 a lu un essai sur l'économie politique, a publié un ouvrage contenant des opinions qui, il y a quelques années auraient été considérées comme une grande hérésie en matière économique. Mais, M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention de retenir la Chambre pour passer en revue les preuves innombrables des changements de l'opinion publique à ce sujet. D'autre part, tandis que le comité nommé par le parlement impérial pour considérer la dépression commerciale restait attaché au libre-échange, la minorité de ce comité, composée d'hommes d'Etat des plus distingués, d'hommes occupant des positions éminentes dans les affaires publiques en Angleterre, n'a pas hésité à se prononcer en faveur de la protection pour les industries nationales.

Je ne me crois pas tenu de m'engager plus avant dans cette question d'économie politique abstraite pour une autre raison très importante. Depuis la dernière session